

Le jeudi 17 mars, Emmanuel Macron a présenté son programme dans le cadre de l'élection présidentielle, et notamment ses propositions dans le domaine de l'éducation. Celles-ci s'inscrivent clairement dans la continuité des cinq années précédentes et des politiques néolibérales menées par le ministre Jean-Michel Blanquer.

En premier lieu, Emmanuel Macron propose aux enseignant·es d'accepter – ou non – un nouveau contrat les obligeant à faire « davantage d'efforts » et « accepter de nouvelles missions » en échange d'une meilleure rémunération. Les enseignant·es nouvellement recruté·es, eux, n'auront pas d'autre choix que de signer ce nouveau contrat. Il s'agirait en l'occurrence de **remplacer des collègues absent·es** ou encore de faire de l'aide aux devoirs **de manière obligatoire**.

Cette proposition représente cependant une attaque sans précédent contre le statut d'enseignant, qui n'est pas sans rappeler des attaques similaires contre le statut de cheminot par exemple. Après des années de gel du point d'indice et d'appauvrissement des enseignant·es, on comprend donc en filigrane qu'il leur faudra travailler davantage pour pouvoir compter sur la rémunération qu'ils auraient normalement dû percevoir si des politiques d'austérité budgétaire n'avaient pas été menées ! Une proposition d'autant plus scandaleuse et inadmissible qu'après le quinquennat d'Emmanuel Macron, les enseignant·es demeurent moins bien rémunéré·es en moyenne que leurs collègues de l'OCDE, et que bien des signaux indiquent que la profession n'attire plus : chute du nombre d'inscrit·s aux concours, augmentation du nombre de démissions ou de ruptures conventionnelles ...

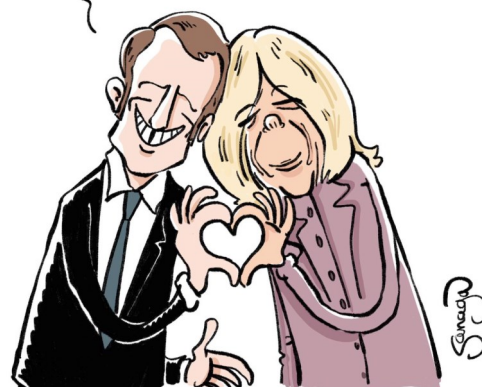
Les raisons sont nombreuses : faible salaire, charge de travail – visible et invisible - importante, injonctions à l'individualisation des parcours dans des classes toujours plus chargées ...

Alors que les salarié·es du privé ont connu deux baisses de leur temps de travail, avec le passage aux 39 heures puis aux 35 heures, comment peut-on raisonnablement, dans ces conditions, demander aux enseignant·es de travailler davantage, quand les principaux intéressé·es sont unanimes à répondre que leur temps de travail hebdomadaire va bien au-delà des 35 heures ?

Autre volet des propositions d'Emmanuel Macron : l'évaluation des enseignant·es et des établissements, à un rythme effréné et avec une diffusion publique des résultats ! Une pression supplémentaire sur leurs épaules avec comme corollaires la mise en concurrence entre eux, et la mise en accusation en cas de mauvais résultats de leurs élèves ! C'est tout simplement **l'entrée des logiques de l'entreprise dans les établissements scolaires** : l'autonomie annoncée des établissements sonne d'ailleurs plutôt comme une autonomie des chefs

### SON MEILLEUR ALIBI

Qui oserait m'accuser de ne pas aimer les profs ?



d'établissement, qui auront beaucoup plus de marges de manœuvres dans le recrutement des enseignant·es et l'organisation des apprentissages. Emmanuel Macron souhaite ainsi réaliser le rêve des instances de l'enseignement privé, avec une mise en concurrence qui risque fort de mettre en valeur ces établissements au détriment des établissements publics.

Championne d'Europe des inégalités scolaires, la France n'a pas besoin d'un tel programme d'accélération de ces inégalités. **Cette compétition de tou·tes contre tou·tes est à mille lieux de l'école de l'égalité et de l'émancipation que nous prônons.**

Pour améliorer les conditions de travail des enseignant·es et les conditions d'apprentissage des élèves, la CGT-EP revendique :

- La réduction des effectifs de classe,
- Des embauches massives d'enseignant·es et d'AESH,
- Une augmentation de salaire immédiate et sans contre partie de 400 €,
- Des carrières revalorisées financièrement pour redonner de l'attractivité au métier, avec non pas du travail en plus, mais du travail en mieux.
- Des temps libérés pour la concertation et le travail en équipe.

En s'inscrivant à rebours de ce que demandent les enseignant·es et leurs syndicats, Emmanuel Macron fait le choix, à l'approche de l'élection présidentielle, de s'appuyer sur un prof-bashing qu'il n'aura cessé de renforcer ces cinq dernières années avec son ministre Jean-Michel Blanquer, pour capitaliser des voix de manière purement électoraliste. À nous, enseignant·es, professionnel·les de l'éducation, de déjouer ce mauvais scénario dans les urnes si possible, en luttant dans nos établissements au quotidien et dans la rue si nécessaire.